

considérablement et multipliés après mai 68. Edifié contre les travailleurs, les étudiants, les lycéens, les petits paysans et les petits commerçants, l'Etat fort demeure. Mais sa direction est en crise. La bourgeoisie n'a pas depuis Mai 68 réussi à stabiliser durablement la situation politique et sociale. Chacun songe à une relève qui, à droite comme à gauche, n'a pas encore pris forme ou dépassé le stade de l'ébauche.

UNE OFFENSIVE SUR TROIS FRONTS

C'est cependant ce pouvoir affaibli et contesté, ce pouvoir largement discrédité, ce pouvoir en sursis, qui mène une attaque en règle contre la classe ouvrière et l'ensemble des salariés. Une triple offensive sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, qui, depuis quelques mois, s'est durement précisée.

Sur le front de l'emploi

Il ne se passe pas de jour sans que des licenciements soient annoncés sur des entreprises. Les licenciements massifs et spectaculaires chez Wendel-Sidelor (12 500), Roussel-Uclaf (1000) ne doivent pas cacher un total beaucoup plus important dans une masse de petites et moyennes entreprises. Plus de 600 000 chômeurs début 72 : ce chiffre n'a jamais été atteint depuis la Libération. Les licenciements sont le fruit d'une politique voulue par le grand capital. Elle est clairement définie par les Vème et VIème Plans : concentrations et fusions sont à l'ordre du jour, à marche forcée.

En organisant sciemment le chômage, la bourgeoisie cherche à briser l'ardeur revendicative des travailleurs, à peser sur les salaires, pour maintenir et élargir ses profits.

Sur le front des conditions de travail

La durée hebdomadaire du travail dépassait en 70 les 45 heures. C'est le chiffre le plus élevé de tous les pays du Marché Commun. Les engagements pris à Grenelle de retour progressif aux 40 heures s'avèrent promesses en l'air, restent lettre morte. Le refus du gouvernement de réduire d'une heure le temps de travail des cheminots en 72 montre la voie aux patrons. De même pour les retraites. Les seules concessions de Boulin consistent à verser certaines catégories de chômeurs âgés parmi les retraités, ce qui ne coûte pas plus cher et permet de masquer dans les statistiques le volume réel du chômage.

Sur le front des salaires

C'est le « raidissement » que dénonce Georges Séguy. Le CNPF, lors de ses Assises Nationales de janvier, n'avait pas caché la fermeté et l'arrogance de sa politique :

« Il faut maîtriser l'évolution des charges salariales — salaires directs et salaires indirects — car nos prix ne peuvent plus tolérer les hausses au rythme de ces quatre dernières années. Aujourd'hui, le progrès du pouvoir d'achat et du niveau de vie des français dépend de l'action des responsables économiques et sociaux pour contenir l'inflation salariale ».